



Elu-e-s régionaux Europe Écologie
Conseil Régional Midi-Pyrénées

Assemblée plénière

Jeudi 27 juin 2013

Question Orale

Monsieur le Président,

Il y a quelques jours, la Région Ile de France a exprimé son soutien officiel à l'initiative de l'ONG Right2Water avec beaucoup de détermination.

Partout dans le monde, des citoyens se mobilisent pour le droit effectif à l'eau, pour la gestion de ce bien commun de l'humanité par des services publics et contre la mainmise de grands groupes industriels. Danielle Mitterrand y a consacré toute son

Sur la planète, 800 millions d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable, plus de 2 milliards de personnes sont privées d'assainissement et, en Europe, plusieurs millions de personnes ne bénéficient pas de service de l'eau.

En Europe, l'initiative citoyenne lancée par l'ONG Right2Water vise à demander à la Commission européenne une législation qui fasse du droit à l'eau et à l'assainissement un droit humain au sens que lui donnent les Nations Unies, soit un « droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme ».

L'initiative citoyenne est un outil de démocratie participative qui permet à un million de citoyens européens, en provenance d'un quart des Etats membres, d'inviter la Commission européenne à légiférer sur le sujet qu'ils lui portent. Pour qu'un pays soit comptabilisé, il faut qu'un nombre minimum de ses ressortissants signent, calculé en fonction de la population de l'Etat, de manière proportionnelle et dégressive. En France par exemple, il faut un minimum de 55 500 signatures.

L'initiative citoyenne européenne Right2Water « L'Eau et l'assainissement sont un droit humain ! L'eau est un bien public, pas une marchandise ! » a été la première initiative à atteindre le million de signature le 10 février 2013, sans pour autant atteindre le minimum requis en France. Les organisateurs ont décidé de continuer à rassembler les signatures, jusqu'à la fin officielle de la période de recueil en novembre 2013.

La France doit prendre sa place dans cette mobilisation, unique dans son ampleur. Cet outil de démocratie participative en Europe nous donne la possibilité d'influer sur les politiques européennes, et nous devons nous en saisir pour renforcer notre engagement pour un service public de l'eau de qualité.

A l'appel de la Fédération syndicale européenne des services publics, plusieurs régions européennes (Länder Allemands, Ligurie en Italie, Andalousie en Espagne, Conseil régional de Rhône-Alpes ...) se sont déjà officiellement prononcées pour un soutien à cette initiative. Récemment, vous avez nommé en la personne de Thierry Suaud un Conseiller délégué « Eau - Relations avec le Comité de bassin Adour-Garonne, avec l'Agence de l'Eau et le SMEAG ». Le 22 mars dernier, vous avez présidé le forum régional sur l'eau ici même.

Afin d'inscrire l'institution dans ce mouvement citoyen, le Conseil régional d'Ile-de-France peut-il se positionner officiellement pour un soutien à l'initiative citoyenne européenne Right2Water, confirmant ainsi son attachement au droit à l'eau, bien commun de l'humanité et sa gestion publique et contribuer ainsi à son succès ?